



N° de dossier de la C.R.T.E.S.P.F.
(Pour usage interne seulement)

Formulaire 24

paragraphes 92(1) et (1.1)

du Règlement sur les relations de travail dans le secteur public fédéral

AVIS À LA COMMISSION CANADIENNE DES DROITS DE LA PERSONNE

Loi sur les relations de travail dans le secteur public fédéral

AVIS : 1) La partie à un grief qui soulève une question liée à l'interprétation ou à l'application de la *Loi canadienne sur les droits de la personne* dans le cadre du renvoi à l'arbitrage du grief doit donner le présent avis à la Commission canadienne des droits de la personne.

L'adresse postale de la Commission canadienne des droits de la personne est :
Services d'accueil
Commission canadienne des droits de la personne
344, rue Slater
Ottawa (Ontario) K1A 1E1

2) Le présent avis ne constitue pas une plainte à la Commission canadienne des droits de la personne.

3) Une copie du grief original et de l'avis de renvoi à l'arbitrage (formulaires 20, 21, 22 ou 23) doit être jointe au présent avis.

4) Une copie du présent avis doit être déposée auprès de la Commission.

5) Il vous incombe d'informer la Commission de tout changement à vos adresses postale et électronique et numéros de téléphone.

6) L'information ayant trait à cette affaire est assujettie à la *Politique sur la transparence et la protection de la vie privée* adoptée par la Commission. Conformément à cette politique, la Commission tient ses audiences en public, sauf dans des circonstances exceptionnelles. De plus, la Commission donne au public accès aux dossiers de cas et affiche ses décisions en version électronique sur son site Web. La *Politique sur la transparence et la protection de la vie privée* adoptée par la Commission est affichée sur son site Web.

1. Renseignements sur la partie qui soulève une question liée à l'interprétation ou à l'application de la *Loi canadienne sur les droits de la personne* :

Nom (*écrire en lettres moulées*) :

Prénom (*écrire en lettres moulées*) :

Adresse postale :

Appartement (*s'il y a lieu*) :

N° et rue :

Ville :

Province ou territoire :

Code postal :

N^{os} de téléphone (*où on peut vous joindre*) :

Résidence :

Travail :

N^{os} de télécopieur (*où on peut vous joindre*) :

Résidence :

Travail :

Adresse électronique :

Nom du représentant autorisé (*s'il y a lieu*) :

Adresse postale (*si différente de celle inscrite ci-dessus*) :

Appartement (*s'il y a lieu*) :

N^o et rue :

Ville :

Province ou territoire :

Code postal :

N^o de téléphone :

N^o de télécopieur :

Adresse électronique :

2. Renseignements sur l'autre partie au grief :

Nom :

Adresse postale :

Appartement (*s'il y a lieu*) :

N^o et rue :

Ville :

Province or Territory:

Code postal :

Adresse électronique :

3. La description de la question liée à l'interprétation ou à l'application de la *Loi canadienne sur les droits de la personne* :

4. Motif(s) de distinction illicite en cause :

la race	l'orientation sexuelle
l'origine nationale ou ethnique	l'identité ou l'expression de genre
la couleur	l'état matrimonial
la religion	la situation de famille
l'âge	les caractéristiques génétiques
le sexe	l'état de personne graciée
la déficience	

5. Mesure de réparation recherchée :

(Étant dûment autorisé(e) à cet effet,) Je (je) soussigné(e) donne avis à la Commission canadienne des droits de la personne, conformément à l'article (210, 217 ou 222) de la *Loi sur les relations de travail dans le secteur public fédéral*, d'une question liée à l'interprétation ou à l'application de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*.

Date (jj/mm/aaaa) :

(signature de la partie qui soulève la question ou de son représentant autorisé) :

(fonction exercée auprès de la partie qui soulève la question, le cas échéant) :